

Le réveil politique de Macao

La contestation du projet de protection du Chef de l'exécutif et des principaux responsables politiques

Ying Ho Kwong

Traducteur : Raphaël Jacquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6966>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2014
Pagination : 65-69
ISBN : 979-10-91019-13-2
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Ying Ho Kwong, « Le réveil politique de Macao », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6966>

© Tous droits réservés

Le réveil politique de Macao

La contestation du projet de protection du Chef de l'exécutif et des principaux responsables politiques

YING HO KWONG

Ces derniers mois, la « Grande Chine » a été secouée par une série de mouvements de protestation, comme le « Mouvement étudiant des tournesols » à Taiwan et le « Mouvement des parapluies » à Hong Kong, qui ont suscité des inquiétudes sur le climat politique dans la région. Toutefois, comparés à leurs voisins taiwanais et hongkongais, les habitants de Macao sont depuis longtemps considérés comme apathiques et dotés d'un faible niveau de conscience et d'efficacité politiques. Lorsque, dans le cadre d'une enquête, on leur demanda s'ils s'opposeraient au gouvernement s'ils estimaient que leurs intérêts étaient véritablement bafoués, environ 40 % choisirent de ne pas répondre, peut-être par souhait de préserver l'« harmonie sociale », et 92,1 % avouèrent n'avoir jamais pris part à un mouvement social⁽¹⁾. Ce fut donc une surprise lorsque 20 000 personnes descendirent dans la rue le 25 mai 2014 pour protester contre un projet de loi visant à accorder de confortables indemnités de départ aux chefs de l'exécutif et aux principaux responsables politiques. Cette manifestation exceptionnelle, la plus importante depuis la rétrocession de Macao à la Chine en 1999, semble révéler l'émergence d'une culture politique chez les jeunes citoyens de Macao.

Cette mobilisation sans précédent a non seulement contraint le gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao (RASM) à retirer le projet controversé ; elle marque aussi un jalon important dans le mouvement de défense des droits civiques et de lutte contre l'injustice sociale, et met en lumière deux problèmes fondamentaux à Macao qui demeurent aujourd'hui non résolus : l'absence de séparation entre les pouvoirs législatif et exécutif⁽²⁾ et l'autocensure pratiquée par les principaux médias qui incite de plus en plus les jeunes et les professionnels à exprimer et partager leurs critiques du gouvernement et à lancer leurs appels à l'action sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi beaucoup estiment que la manifestation du 25 mai a préparé le terrain à de futurs mouvements en faveur de la démocratie.

Cet article se penche sur ce mouvement de protestation sans précédent, met en lumière les défis auxquels sont confrontés les démocrates et décrit les principaux changements dans la culture politique des habitants de Macao, particulièrement la jeunesse.

Le projet de loi sur la protection des responsables politiques

Le gouvernement de Macao présenta son projet de loi concernant les « Mesures de protection pour les futurs, actuels et anciens chefs de l'exécutif et responsables politiques de premier plan » (*houren xianren ji liren xingzheng changguan ji zhuyao guanyuan de baozhang zhidu* 候任、現任及離任行政長官及主要官員的保障制度) devant l'Assemblée législative et reçut l'approbation générale des députés le 16 décembre 2013. Il devait

ensuite être soumis au vote « article par article » (*xixing biaoju* 細則性表決) et être ratifié le 27 mai 2014⁽³⁾.

Le projet de loi proposait que les anciens chefs de l'exécutif touchent une retraite mensuelle équivalant à 70 % du dernier salaire mensuel perçu avant de quitter leurs fonctions. Les neuf principaux responsables politiques devaient, quant à eux, se voir verser une indemnité unique correspondant à 14 % de leur salaire mensuel de haut fonctionnaire (30 % pour ceux qui venaient du secteur privé), multipliée par le nombre de mois passés au gouvernement. Le projet prévoyait par ailleurs une période rétroactive remontant à l'an 2000, ce qui permettait aux anciens chefs de l'exécutif et responsables politiques de bénéficier aussi de cette mesure. Enfin, le projet de loi proposait d'accorder au Chef de l'exécutif l'immunité contre les poursuites pénales pendant la durée de son mandat.

Opinions favorables au projet de loi

Le gouvernement fit valoir que ce projet de loi était essentiel parce qu'il empêchait les principaux responsables politiques de prendre un emploi dans le secteur privé durant la première année suivant leur départ du gouvernement⁽⁴⁾. Pour d'autres responsables politiques comme Ho lat-seng, le président de l'Assemblée législative, cette loi était nécessaire parce qu'il était urgent de mettre en place un système de retraite pour les responsables politiques de premier plan⁽⁵⁾. Chan Chak-mo, le président du second comité permanent de l'Assemblée législative, avança que l'immunité pénale était primordiale parce que le Chef de l'exécutif n'avait pas la possibilité de se rendre fréquemment à des procès pendant son mandat⁽⁶⁾. Fong Chi-keong, un député nommé, déclara que la société devait se montrer plus généreuse, et qu'il souhaitait personnellement que ces indemnités soient revues à la hausse⁽⁷⁾. José Chui Sai-peng, député élu au suffrage in-

1. Herbert Yee, Sheng Hua Lou et Cheuk Wah Chan, *Aomen huaren zhengzhi wenhua zongxiang yanjiu* (Recherche longitudinale sur la culture politique de Macao), Hong Kong, Joint Publishing (HK) Co. Ltd., 2011.
2. Joao Pedro Lau, « Macao Conscience announces June 8 rally outside AL », *Macao Daily Times*, 30 mai 2014.
3. « Group demonstrates to back "golden handshake" bill », *Macao Post Daily*, 26 mai 2014.
4. « Macao officials giving themselves a golden handshake », *Ming Pao*, 28 mai 2014.
5. « He Yicheng cheng yihui yingshi mince an suqiu » (Ho lat-seng prétend que le gouvernement a répondu à l'opinion), *Jornal Cheng Pou*, 28 mai 2014.
6. « Erchanghui yiren juqian buchang faanyi jianshu » (Un député refuse de signer la proposition lors du second comité permanent), *Shimin Daily*, 22 mai 2014, www.shimindaily.net/v1/news/Macao/%E4%BA%8C%E5%B8%B8%E6%9C%83%E4%B8%80%E4%BA%BA%E6%8B%92%E7%B0%BD%E8%A3%9C%E5%84%9F%E6%B3%95%E6%A1%88%E6%84%8F%E (consulté le 26 juillet 2014).
7. « Zengren meigui shouyou yuxiang fengguan weicheng teshou guanyuan xiangliren baozhang » (Fong Chi-keong soutient le projet de protection sociale), *Jornal Cheng Pou*, 26 mai 2014, www.chengpou.com.mo/mobile/m-news/?d=12160 (consulté le 26 juin 2014).

direct et cousin de l'actuel Chef de l'exécutif Fernando Chui, s'inquiéta qu'à l'avenir, seuls les « fous » et les « menteurs » soient attirés par les plus hautes fonctions du gouvernement si le nouveau système de protection n'était pas mis en place⁽⁸⁾. Chan Pou-sam, le vice-président de la Société communale Jiangmen de Macao (*Aomen Jiangmen tongxianghui* 澳門江門同鄉會) qui mobilisa un millier de manifestants pour défendre le projet, déclara que le développement rapide de Macao n'était pas seulement dû aux résidents ordinaires du territoire mais aussi aux principaux représentants du gouvernement, et qu'en conséquence Macao devait récompenser la diligence de ces derniers en améliorant leur indemnisation⁽⁹⁾.

Opinions défavorables au projet de loi

Au Kam-san, un député élu au suffrage direct, dénonça le fait que ce projet de loi controversé ait été déposé sans consultation publique préalable, puis passé en force à l'Assemblée législative grâce au soutien des députés pro-gouvernementaux⁽¹⁰⁾. Pour Au Kam-san, cette méthode était incompatible avec la philosophie de « gouverner en pleine lumière » (*yangguang zhengfu* 陽光政府) sans cesse prônée par Fernando Chiu, qui met l'accent sur les notions de transparence et d'« administration scientifique » (*kexue shizheng* 科學施政), y compris la nécessité de consulter l'opinion publique.

L'opposition fit aussi valoir que ce projet de loi servait avant tout des objectifs intéressés (*zifei fangan* 自肥方案). Antonio Ng Kuok-cheong, un autre député élu au suffrage direct, avança que l'actuel Chef de l'exécutif et ancien secrétaire aux Affaires sociales et à la Culture, Fernando Chui, recevrait immédiatement six millions de *patacas* si le projet était voté⁽¹¹⁾. Par ailleurs, l'Association des fonctionnaires de Macao afficha son opposition au projet de loi, arguant du fait qu'il accordait « des avantages aux échelons les plus élevés plutôt qu'aux fonctionnaires de première ligne » (*feishang shouxia* 肥上瘦下), puisque seuls neuf principaux responsables politiques bénéficieraient de ces avantages⁽¹²⁾.

En outre, l'article visant à accorder l'immunité pénale au Chef de l'exécutif pendant son mandat raviva les douloureux souvenirs du scandale qui impliqua Ao Man-long, l'ancien secrétaire aux Transports et Travaux publics, emprisonné pour corruption. José Pereira Coutinho, un député élu au suffrage direct, déclara que l'immunité ne pouvait être considérée comme un préalable et que cette mesure placerait les responsables politiques au-dessus des lois⁽¹³⁾.

Dernier point, et non des moindres, Xinhua, l'agence de presse officielle du gouvernement chinois, publia un article qui comparait les avantages des principaux responsables politiques à la retraite à Hong Kong et à Macao et posait les questions suivantes : 1) est-ce que le fait d'accorder dix millions de *patacas* aux principaux responsables politiques de la RASM lorsqu'ils quittent leurs fonctions pouvait être considéré comme une mesure trop généreuse ? 2) pourquoi le gouvernement macanais n'avait-il pas procédé à une consultation publique sur le sujet ? 3) comment appréhender le cas d'un Chef de l'exécutif en fonction qui enfreindrait la loi⁽¹⁴⁾ ? En outre, le *Global Times*, un journal annexé au *Quotidien du peuple*, publia une série d'articles faisant état de la colère au sein de l'opinion macanaise. En d'autres termes, ces articles montraient clairement que Pékin n'était pas entièrement favorable à ce projet.

Actions menées contre la réforme

Le 25 mai 2014, 20 000 citoyens (selon les organisateurs, et 7 000 selon la police) manifestèrent devant le siège du gouvernement. Les manifestants

brandissaient des slogans écrits en chinois, en anglais et en portugais tels que « Quelle honte ! », « Abus de pouvoir ! », « Le gouvernement ne tient aucun compte de l'opinion publique ! », « Les responsables du gouvernement ne pensent qu'à eux-mêmes ! », « Ali Baba et les 40 voleurs ! », et exigeaient le retrait du projet de loi⁽¹⁵⁾. Certains manifestants appelaient même à la démission du Chef de l'exécutif s'il ne parvenait pas à faire retirer le projet de loi controversé.

Suite à cette forte mobilisation, trois membres de l'Assemblée législative et du conseil de l'exécutif, Chan Meng-kam, Cheang Chi-keong et Leonel Alberto Alves, ont tenu une conférence de presse commune pour proposer la tenue de nouveaux débats au niveau des commissions. Florinda Chan Lai-man, la secrétaire à l'Administration et à la Justice, publia immédiatement un communiqué annonçant que le gouvernement soutenait leur recommandation et était favorable à un réexamen du projet. Les organisateurs de la manifestation insistèrent toutefois sur le fait qu'ils demandaient le « retrait » pur et simple du projet, et non un « réexamen » de la question⁽¹⁶⁾.

Le 27 mai, au point culminant de la manifestation, 7 000 personnes selon les organisateurs et 4 900 selon la police étaient rassemblées dans un sit-in autour de l'Assemblée législative. Finalement, les 31 législateurs présents sur la totalité de 32, à l'exception du président de l'Assemblée, votèrent pour la proposition du gouvernement en faveur d'un réexamen du projet de loi par la commission. Mais au bout de deux jours, le Chef de l'exécutif convoqua une conférence de presse pour annoncer le retrait du projet de loi⁽¹⁷⁾. Fernando Chui insista par ailleurs sur le fait que le gouvernement ne présenterait une nouvelle proposition « que si celle-ci recevait l'aval du peuple » et promit d'utiliser tous les canaux possibles pour connaître l'opinion de la population (médias, conférences, séances de consultations, réflexions issues des débats parlementaires)⁽¹⁸⁾.

Macao Conscience (*Aomen liangxin* 澳門良心), un groupe militant animé par de jeunes diplômés et l'un des principaux organisateurs de la manifestation, décrit la concession de Fernando Chui comme une « petite victoire » pour le mouvement de défense des droits civiques à Macao, car selon lui le problème fondamental du gouvernement continuait de résider dans la nature non-démocratique du système politique⁽¹⁹⁾. Après la contro-

8. « Thousands join sit-in against perks bill outside legislature », *Macao Post Daily*, 28 mai 2014.
9. « Tuanti zhourì tashi faqi zhìchì guāngāo bāozhāng fāyǒuxíng » (Une association organise une manifestation pour soutenir le projet de protection sociale), TDM, 24 mai 2014, www.tdm.com.mo/c_news/tv_news.php?id=216998 (consulté le 2 juin 2014).
10. « Wu Qu: Zhuyao guanyuan bāozhāng zhìdù fān yào gōngkai zìxún » (Ng et Au: Le projet de protection sociale doit être ouvert à la consultation), *Jornal Cheng Pou*, 5 mai 2014, <http://cheng-pou.blogspot.hk/2014/05/05052014.html> (consulté le 26 juillet 2014).
11. « Cui shì zuida shòuyìzhè » (Chui est le grand gagnant), *Jornal Cheng Pou*, 20 mai 2014, http://chengpou.blogspot.hk/2014/05/20052014_20.html (consulté le 4 juillet 2014).
12. « Aomen xiuli yì gaoguan bei hongzhi feihào choulou » (Un projet de loi sur la protection des responsables politiques est jugé comme cachant des objectifs intéressés), *The Sun*, 13 mai 2014, http://the-sun.on.cc/cnt/news/20140513/00407_020.html (consulté le 4 juillet 2014).
13. « Aomen shimin fāndui huómian teshòu xíngzè » (Les résidents opposés à l'immunité du Chef de l'exécutif), *Apple Daily*, 22 mai 2014, <http://hk.apple.nextmedia.com/news/art/20140522/18728366> (consulté le 3 juillet 2014).
14. « Aomen niding teshòu ke zhongshen chí huāngliāng huòfā zāizhì yuēxìn 70 % » (Macao prévoit d'offrir un plan de protection sociale permanente), *Xinhua News*, 26 mai 2014, http://news.xinhuanet.com/gangao/2014-05/26/c_126546180.htm (consulté le 15 août 2014).
15. « Protest against "golden handshake" bill draws record crowd », *Macao Post Daily*, 26 mai 2014.
16. Sio Tou lan, « Lawmakers propose to discuss "golden handshake" bill again », *Macao Post Daily*, 26 mai 2014.
17. « Thousands join sit-in against perks bill outside legislature », *Macao Post Daily*, 28 mai 2014.
18. Grace Yu, « Chui withdraws compensation bill to "listen to the people" », *Macao Daily Times*, 30 mai 2014.
19. « Protest organizers say Chui's axing of bill "small victory" », *Macao Post Daily*, 30 mai 2014.

Tableau 1 – Composition de l'Assemblée législative de 1999 à 2017

	1996-2001	2001-2005	2005-2009	2009-2013	2013-2017
Députés élus au suffrage direct	8(1)	10(2)	12(3)	12(4)	14(4)
Députés élus au suffrage indirect	8	10	10	10	12
Députés nommés	7	7	7	7	7
TOTAL	23(1)	27(2)	29(3)	29(4)	33(4)

Source: Eilo Wing Yat Yu, « Macao's 'one country, two systems': High autonomy or intervention? », in Ray Yep (éd.), *Negotiating Autonomy in Greater China: Hong Kong and its Sovereign before and after 1997*, Copenhague, NIAS Press, 2013, p. 207-241.

Note : Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de députés démocrates.

verse, l'organisation émit le souhait que les citoyens de Macao accordent une plus grande importance au système politique du territoire et comprennent qu'il est essentiel que Macao adopte le suffrage universel pour élire l'ensemble des membres de l'Assemblée législative et le Chef de l'exécutif. Macao Conscience organisa également des réunions pour faire prendre conscience aux résidents locaux que la démocratie était la seule solution à tous les problèmes de gouvernance du territoire⁽²⁰⁾.

Deux défis pour les démocrates

Si le projet de loi fut finalement retiré, cet incident mit en lumière deux défis politiques majeurs. Premièrement, selon Jason Chao Teng-hei, un des principaux membres de Macao Conscience, le pouvoir législatif ne parvient pas à remplir son rôle de contrôle du gouvernement⁽²¹⁾. Deuxièmement, Sulu Sou, un autre membre actif de l'organisation, a critiqué les médias d'information qui sont « harmonisés » (*bei hexie* 被河蟹), ou censurés, par les autorités. Selon lui, la presse n'accorde au mieux que quelques lignes à son organisation alors que des pages entières sont consacrées aux banquets organisés par les associations pro-Pékin. De même, les journaux télévisés couvrent leurs campagnes en 10 secondes à peine mais consacrent une minute aux activités des organisations pro-gouvernementales⁽²²⁾.

Pendant les négociations sur le transfert de souveraineté, le gouvernement portugais n'a pas insisté sur la démocratisation de Macao car il ne souhaitait pas faire l'impasse sur un marché chinois prometteur⁽²³⁾. Ainsi, comparée à celle de Hong Kong, la Loi fondamentale de Macao reflète clairement le manque d'enthousiasme de Pékin pour promouvoir la démocratisation. L'article 45 de la Loi fondamentale de Hong Kong stipule que le but ultime est l'élection au suffrage universel du Chef de l'exécutif après nomination par un corps globalement représentatif. Cet engagement n'existe pas dans la mini-constitution de Macao⁽²⁴⁾ qui, dans sa mouture actuelle, stipule que le Chef de l'exécutif est élu par un comité électoral de 400 personnes, une disposition qui exclut la quasi-totalité des habitants de Macao.

De même, rien n'indique, comme dans la Loi fondamentale de Hong Kong (article 68), que l'objectif ultime est l'élection de l'ensemble du corps législatif au suffrage universel. La mini-constitution de Macao précise seulement qu'une majorité des membres de l'Assemblée législative seront « élus »⁽²⁵⁾. En fait, la composition de l'Assemblée législative est le résultat de méthodes à la fois démocratiques et non démocratiques puisque certains députés sont élus au suffrage universel direct par tous les électeurs inscrits, d'autres sont élus au suffrage indirect par des organisations ou associations locales représentant les intérêts des divers secteurs de la société, et d'autres enfin

sont nommés par le Chef de l'exécutif⁽²⁶⁾. Le tableau 1 illustre la composition et la répartition des démocrates à l'Assemblée législative.

Il va sans dire que le système électoral actuel n'avantage pas l'opposition. En premier lieu, les élections indirectes sont dominées par quatre circonscriptions socio-économiques : les entreprises et le monde des affaires ; le travail ; les professionnels ; et les milieux caritatif, culturel, éducatif et sportif. Les membres de chacun de ces secteurs socio-professionnels négocient entre eux pour nommer des candidats pro-gouvernementaux. En réalité, la plupart des associations de Macao sont dominées par les forces pro-Pékin et l'opposition n'a pas les moyens de rivaliser avec elles⁽²⁷⁾. Dans les élections directes, un mode de scrutin proportionnel plurinominal a été adopté sur la base de la nouvelle formule D'Hondt⁽²⁸⁾. Le camp démocrate a reçu environ 30 % des voix et a remporté quatre des 14 sièges ouverts aux élections directes en 2013 (Antonio Ng, Au Kam-san, José Pereira Coutinho et Leong Veng-chai). Il est donc important de souligner que le système de nomination est maintenu afin d'offrir un soutien stable au gouvernement. Dans le modèle actuel, il n'existe aucun système de contrôle et d'équilibre des pouvoirs entre les pouvoirs exécutif et législatif. Entre 1999 et 2013, la quasi-totalité des 187 motions du gouvernement ont été adoptées sans contestation.

Deuxièmement, l'autocensure dans les médias traditionnels de Macao est flagrante. Les subventions perçues par tous les journaux chinois et portugais permettent aux autorités d'exercer une certaine pression sur les journalistes. Il en résulte que les enquêtes indépendantes visant à surveiller l'action du gouvernement sont rares, et les vues pro-Pékin tendent à dominer l'information⁽²⁹⁾. Par exemple, lors de la consultation sur la réforme

20. Jeffie Lam, « Macao protests force Chui to scrap perks bill », *South China Morning Post*, 30 mai 2014.

21. « Rival groups petition government over perks bill », *Macao Post Daily*, 27 mai 2014.

22. « Longtuo dao zhongdian longwei wei chufa dangshi haoxianghan » (Sulu Sou : I want to cry), *Ming Pao*, 1 juin 2014.

23. Shiu Hing Lo, *Political Development in Macao*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1995.

24. Yash Ghai, « The Basic Law of the Special Administrative Region of Macao: Some reflections », *The International and Comparative Law Quarterly*, vol. 49, n° 1, 2000, p. 183-198.

25. *Idem*.

26. Eilo Wing Yat Yu, « Executive-legislative relationships and the development of public policy », in Newman Lam et Ian Scott (éds.), *Macao's Casino Capitalism: Gaming, Governance and Public Policy*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2011, p. 57-74.

27. Bill K. P. Chou, « Interest group politics in Macao after handover », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 43, 2005, p. 191-206.

28. Eilo Wing Yat Yu, « Macao's "one country, two systems" », *art. cit.*, 2013, p. 221-223.

29. Bill K. P. Chou, « Local autonomy matters: One-country two-system policy in Macao and its implications for China's policies on its borderlands », in Yufan Hao et Bill K. P. Chou (éds.), *China's Policies on its Borderlands and the International Implications*, Singapour, World Scientific, 2011, p. 225-252.

électorale de 2012, un groupe de journalistes a mené une « campagne chemises noires » parce que leurs rédacteurs en chef ne publiaient que les articles favorables aux propositions du gouvernement et retiraient tous les commentaires un tant soit peu critiques à l'égard des réformes politiques proposées⁽³⁰⁾.

En général, les forces de l'opposition ne peuvent compter ni sur l'Assemblée législative ni sur les médias pour mettre au jour les fautes graves commises par le gouvernement et pour promouvoir leurs propres activités. Comme l'a fait remarquer Susu Lou, « quand la législature et les médias ne parviennent pas à jouer efficacement leur rôle de contrôle du gouvernement, le peuple se tourne vers l'action directe. C'est ce qui se passe partout dans le monde »⁽³¹⁾.

Analyse du succès de la campagne contre la protection des responsables politiques : le recours aux réseaux sociaux chez les jeunes

Les études menées jusqu'à aujourd'hui illustrent bien la faiblesse de l'opposition politique et de la société civile quand il s'agit de surveiller l'action du gouvernement et de promouvoir les valeurs démocratiques à Macao⁽³²⁾. S'il existe quelque 5 000 groupes sociaux à Macao, la quasi-totalité d'entre eux s'affichent comme des organisations qui « aiment la Chine et aiment Macao » (*aiguo aiao* 愛國愛澳). Beaucoup de ces associations sont affiliées à des groupes similaires sur le continent et leur objectif premier est de promouvoir la stabilité politique de Macao en légitimant la politique du gouvernement.

Macao Conscience fut créé en 2012 et la plupart de ses membres fondateurs sont des jeunes nés à Macao qui éprouvent un fort sentiment d'appartenance au territoire, sont relativement instruits et possèdent une bonne connaissance des nouvelles technologies. Ils portent souvent des t-shirts et brandissent des pancartes qui portent le slogan « Sauvons nous-mêmes notre gouvernement » (*ziji zhengfu ziji jiu* 自己政府自己救) lors des manifestations qu'ils organisent. Si leur premier appel à une manifestation contre la hausse des tarifs des bus ne mobilisa que 50 personnes, ils sont néanmoins parvenus, avec le temps, à développer leur présence sur les réseaux sociaux pour mieux faire passer leur message, à améliorer leurs compétences en matière de mobilisation et à influencer la culture politique de la jeunesse locale. C'est ainsi que leur campagne de mai 2014 a mobilisé quelque 20 000 participants, ce qui représente un certain succès dans une ville relativement conservatrice comme Macao.

Certaines enquêtes récentes ont montré que les étudiants de troisième cycle à Macao accordaient de plus en plus d'importance à un système électoral ouvert et de moins en moins aux « édulcorants » offerts par le gouvernement⁽³³⁾. Certains d'entre eux sont prêts à s'engager dans des mouvements sociaux pour lutter en faveur d'un système démocratique. Traditionnellement, peu de jeunes participaient aux manifestations de masse telles que la Journée du travail ou l'anniversaire de la rétrocession, mais le « Mouvement des tournesols » à Taiwan début 2014 et la « Campagne contre l'éducation nationale » à Hong Kong en 2012 sont devenus des points de référence dans le mouvement qui émerge à Macao. Sulu Sou a mis l'accent sur le fait que le temps qu'elle a passé à Taiwan pour faire ses études lui a aussi appris beaucoup sur l'art de manifester, sur l'utilisation de tactiques non-violentes et sur la répartition des tâches lors de rassemblements.⁽³⁴⁾ Surtout, les jeunes résidents de Macao ont appris à utiliser Internet pour promouvoir leurs activités et

mobiliser les foules dans un environnement où les médias traditionnels sont « harmonisés ».

Il est indéniable qu'Internet est devenu une nouvelle plateforme pour le discours politique⁽³⁵⁾. Sulu Sou fait remarquer que le succès de cette dernière campagne est dû à un changement dans la culture politique des jeunes, lequel est en grande partie attribuable à Internet. La toile a créé une plateforme pour les jeunes qui souhaitent critiquer le gouvernement et même mobiliser les gens pour participer à des manifestations. En fait, en mai 2014 la campagne d'appel à la manifestation ne dura que cinq jours, et Internet est probablement le moyen le plus efficace de communiquer avec les sympathisants. L'annonce de la campagne sur Facebook attira près de 700 « Likes », et 7 000 utilisateurs ont alors déclaré leur intention de participer à la manifestation. Par ailleurs une autre page Facebook où figurait un cochon avec le slogan « l'indemnisation de départ des hommes politiques gourmands est vraiment excessive » a attiré près de 1 500 « Likes » et a été partagée plus de 1 100 fois⁽³⁶⁾. Les sympathisants ont spontanément partagé ce message et fait quelques suggestions aux organisateurs, telles que les techniques permettant d'éviter les attaques violentes, et ont invité leurs amis et proches à participer au mouvement. Certains sympathisants ont même réalisé leurs propres illustrations accompagnées de messages tels que « Que les habitants de Macao sauvent Macao ! » dans l'espoir de mobiliser davantage de participants.

Sulu Sou a remarqué que la plupart des participants étaient des jeunes et des fonctionnaires non seulement instruits mais aussi, et surtout, très actifs sur Internet⁽³⁷⁾. Beaucoup de jeunes et de professionnels sont conscients du problème d'autocensure dans les médias et se tournent vers d'autres sources d'information en ligne telles que le site « All About Macao » (*Lunjin meiti* 論盡媒體) et le journal en ligne « Macao Concealers » (*Aiman ribao* 愛瞞日報) pour accéder aux informations non relayées par les médias traditionnels⁽³⁸⁾. Ces nouveaux médias ont permis à Macao Conscience d'expliquer la controverse sur le projet de protection des responsables politiques et de mobiliser les opposants à cette réforme. Internet ne favorise pas uniquement l'accès aux informations ; il permet aussi la

30. Eilo Wing Yat Yu, « Macao's "one country, two systems" », *art. cit.*, 2013, p. 223.

31. « Liangwan ren lieri shangjie fan gaoguan zifei zibao fa'an chesheng zhentia » (20,000 personnes dans la rue pour afficher leur opposition à un projet de loi jugé intéressé), *Jornal Cheng Pou*, 26 mai 2014.

32. Bill K. P. Chou, *art. cit.*, 2005, p. 191-206 ; Alex H. Choi, « International relations between mainland China and the Macao SAR », in Allen Hicken (éd.), *Politics of Modern Southeast Asia: Critical Issues in Modern Politics*, Londres et New York, Routledge, 2010, p. 475-499.

33. Eilo Wing Yat Yu et Kwok Kit Tong, « Shehui bianqian yu shehui dongyuan: Aomen dazhuan xuesheng dui zhengzhi tizhi de taidu yanjiu » (Changement social et mobilisation sociale : Etude portant sur les attitudes des étudiants en université à Macao vis-à-vis du système politique), in Zhidong Hao (éd.), *Gongmin shehui: Zhongguo daluyu gangaotai* (Société civile: Chine continentale, Hong Kong, Macao et Taiwan), Singapour, World Scientific et Macao, Université de Macao, 2012, p. 132-139.

34. Jeffie Lam, « Democrat ready to build on public's victory in Macao », *South China Morning Post*, 2 juin 2014.

35. Andrew Chadwick et Philip N. Howard, « Introduction: New directions in Internet politics », in Andrew Chadwick et Philip N. Howard (éds.), *Routledge: Handbook of Internet Politics*, Londres et New York, Routledge, 2010, p. 1-10.

36. Eric Sautédé, « What happens in Macao... doesn't stay in Macao », *Macao Daily Times*, 23 mai 2014, www.macaodailytimes.com.mo/opinion/53035-kapok%3A-what-happens-in-macao%E2%80%A6-doesn%E2%80%99t-stay-in-macao.html (consulté le 26 juin 2014).

37. « Fan libufa yundong qishi » (Les leçons à tirer du mouvement contre le projet de protection sociale), *Now TV News*, 30 mai 2014, <http://news.now.com/home/local/player?newsId=102346> (consulté le 31 mai 2014).

38. « Cheng sheyun xuezhe zao xiaofang daya » (Une école réprime les enseignants favorables au mouvement), *Apple Daily*, 30 mai 2014.

création et l'échange de ces informations. Bill Chou Kwok-ping, une autre figure importante de Macao Conscience, a déclaré que les réseaux numériques offraient aux personnes moins influentes la possibilité de se regrouper et de créer un environnement plus favorable à la dénonciation des abus commis par les membres du gouvernement. Les internautes, notamment la jeune génération, utilisent les plateformes en ligne pour partager leur mécontentement vis-à-vis de certains problèmes comme la collusion entre le gouvernement et le milieu des affaires, l'afflux de touristes venant du continent, les prix de l'immobilier, le rôle dominant du jeu dans l'économie et le caractère non démocratique du système politique, exprimant ainsi des points de vue qui sont rarement représentés dans les médias traditionnels⁽³⁹⁾. Les internautes peuvent désormais communiquer leurs vues d'une manière participative, inclusive et non hiérarchique qui encourage davantage de sympathisants à s'engager dans des activités protestataires. Ils peuvent se regrouper pour défendre leurs droits et faire pression sur les autorités pour qu'elles fassent montre de plus de responsabilité et d'une plus grande transparence.

D'une manière plus radicale, certaines associations ont même encouragé leur sympathisants à participer à des campagnes « une personne, une lettre » et à bombarder de messages les comptes Facebook de certains députés nommés pour les inciter à opposer leur veto au projet de loi. Certains législateurs ont été contraints de fermer leur compte suite à ces attaques⁽⁴⁰⁾. Comme le conclut Au Kam-san, on peut estimer que l'utilisation d'Internet par la jeunesse pour mobiliser des sympathisants est appelée à devenir une arme importante dans les futurs mouvements de défense des droits civiques⁽⁴¹⁾.

Suite au succès de la campagne précédente, trois organisations activistes – Macao Conscience, Open Society Macao et Macao Youth Dynamics – ont formé un comité conjoint et organisé un référendum civil du 24 au 31 août 2014 lors duquel les citoyens étaient appelés à voter dans des bureaux de vote spécialement aménagés ou par Internet. S'inspirant de la consultation menée en juin à Hong Kong dans le cadre du mouvement « Occupy Central », le référendum civil demandait aux résidents de Macao : 1) s'ils souhaitent l'instauration du suffrage universel lors de la prochaine élection du Chef de l'exécutif ; 2) s'ils avaient confiance en l'actuel Chef de l'exécutif, Fernando Chui⁽⁴²⁾. Au total, 8 688 résidents prirent part au scrutin – 95,06 % d'entre eux souhaitaient l'instauration du suffrage universel et 89,34 % avouaient ne pas avoir confiance en Fernando Chui⁽⁴³⁾. Pourtant, sans surprise, le 31 août, ce dernier fut réélu avec 95,96 % des voix du comité électoral, composé de 400 membres. Fernando Chui rappela que le référendum civil n'était pas conforme aux dispositions de la Loi fondamentale et n'avait aucun fondement juridique⁽⁴⁴⁾.

De son côté, Pékin jugea le référendum civil « illégal et non valide ». Pendant la campagne, Jason Chao et quatre activistes bénévoles furent détenus par la police pour avoir enfreint la loi sur la protection des données privées, et deux journalistes de *Macao Concealers* furent arrêtés pour avoir prétendument fait un usage illégal de badges, logos et uniformes officiels⁽⁴⁵⁾. Le message de Pékin est donc clair : si le gouvernement chinois a toléré les protestations contre le projet de réforme de protection des responsables politiques, il n'a pas hésité à condamner et réprimer durement les protestations lorsque celles-ci ont évolué vers une demande de réforme démocratique. Cette « ligne rouge » a pu être observée non seulement à Hong Kong lors des récents mouvements d'occupation qui réclamaient plus de démocratie, mais aussi à Macao où les sympathisants pro-Pékin sont nombreux.

Conclusion

Le gouvernement macanais a introduit un projet de loi visant à instaurer un nouveau système de protection pour les chefs de l'exécutif et principaux responsables politiques lorsqu'ils quittent leurs fonctions. Comme ce projet fut rédigé sans consultation préalable de l'opinion, le gouvernement a été critiqué pour son manque de transparence. Par ailleurs, le projet de loi incluait, aux yeux de certains, des avantages trop généreux pour le Chef de l'exécutif et d'autres membres du gouvernement, et prévoyait d'accorder l'immunité pénale au Chef de l'exécutif pendant la durée de son mandat. Le 25 mai, 20 000 citoyens sont descendus dans la rue pour protester contre cette réforme qu'ils jugeaient intéressée et pour exiger le retrait du projet de loi. Il s'agissait de la plus grande manifestation à Macao depuis la rétrocession. Cette mobilisation sans précédent a réussi à persuader le gouvernement d'abandonner le projet et lui a fait prendre conscience que la population n'était pas indifférente à la politique. Dans l'ensemble, cet incident a non seulement affaibli la légitimité de la Région administrative spéciale, mais il a aussi terni la réélection de Fernando Chui. Bien que celui-ci ait été réélu avec une majorité de voix écrasante le 31 août, cet incident a mis en lumière les problèmes liés à l'existence d'un système non démocratique. Cet article donne un aperçu du mouvement social important qui est né de cette désillusion.

Alors que les médias sont critiqués pour pratiquer l'autocensure, de plus en plus de résidents, notamment les jeunes, se tournent vers Internet pour s'informer. Les nouvelles plateformes qui permettent de partager des informations et de critiquer les actions du gouvernement qui ne sont pas reprises par les médias traditionnels ont abouti à un changement de la culture politique à Macao. Les jeunes qui ont grandi dans un milieu relativement prospère et éduqué ont développé une forte conscience politique et demandent de plus en plus un gouvernement démocratique à Macao. Des enquêtes récentes ont montré que les étudiants de Macao attachent beaucoup d'importance à un système juste et ouvert, et certains sont prêts à s'engager dans des mouvements sociaux pour obtenir ce qu'ils veulent⁽⁴⁶⁾.

Toutefois, le gouvernement de Pékin a tracé une « ligne rouge » très claire. S'il a toléré les protestations concernant des questions non démocratiques comme le projet de loi sur la protection des responsables politiques, il n'a pas tardé à condamner et même réprimer le mouvement quand celui-ci a formulé des demandes en faveur d'une démocratisation du système politique. Pékin a adopté cette stratégie à Hong Kong comme à Macao.

À en juger par l'expérience de Hong Kong, il faut bien admettre que lutter contre le gouvernement chinois pour la démocratie est une tâche émi-

39. « Shuqian renfa xunxi yiyuan bei poguan fb » (Des députés contraints de fermer leur compte Facebook à cause d'attaques), *Apple Daily*, 27 mai 2014.

40. « Aomen tuanti jiankang gaoguan baozhang fa'an » (Une association insiste pour que le projet de protection sociale soit retiré), *Sing Pao*, 27 mai 2014.

41. Jeffie Lam, « Perks bill placed on hold after protest », *South China Morning Post*, 27 mai 2014.

42. Stuart Lau, « Macao police halt poll "referendum" », *South China Morning Post*, 25 août 2014.

43. Jeffie Lam, « 90 pc don't trust Macao leader, says "referendum" », *South China Morning Post*, 3 septembre 2014.

44. « Re-elected CE vows not to disappoint public, Chui garners 95.96 percent of votes », *Macao Post Daily*, 1 septembre 2014.

45. « Police take in 5 "referendum" activists for questioning, government says poll violates personal data protection law », *Macao Post Daily*, 25 août 2014 ; « Activist accuses police of "politically motivated" arrests », *Macao Post Daily*, 1 septembre 2014.

46. Eilo Wing Yat Yu et Kwok Kit Tong, « Shehui bianqian yu shehui dongyuan », *art. cit.*, 2012, p. 132.

nemment difficile. Malgré cela, des groupes pro-démocrates comme Macao Conscience continuent de dénoncer les limites du système politique actuel, d'intensifier leurs campagnes sur les réseaux sociaux et de mettre l'accent sur l'importance de la démocratie en organisant toutes sortes d'activités⁽⁴⁷⁾. Leurs actions ont abouti à la tenue d'un référendum pour tester l'opinion de la population sur le suffrage universel et la confiance qu'elle accordait à Fernando Chui. Environ 8 700 personnes ont participé à ce scrutin. Certains optimistes considèrent ces récentes campagnes comme un signe du réveil politique de Macao puisqu'elles montrent que les habitants du territoire ne se laissent plus faire. Macao

Conscience, en revanche, est persuadée que l'émergence de sentiments démocratiques forts dans la population est un long processus et que le combat ne connaîtra une « vraie victoire » qu'avec l'avènement d'une véritable démocratie à Macao.

■ Traduit par Raphaël Jacquet.

■ Ying Ho Kwong est étudiant de troisième cycle en « gouvernement et administration publique » à l'Université chinoise de Hong Kong, et jeune chercheur au sein du think tank hongkongais SynergyNet (yhwong3@gmail.com).

47. Jeffie Lam, « Macao protests force Chui to scrap perks bill », *South China Morning Post*, 30 mai 2014.